



Les livres, les revues, etc.

Geoffroy de Lagasnerie, *Juger, l'État pénal face à la sociologie*, Fayard, 2016, 298 p.

Quelles catégories de perceptions, quelles visions du monde, quels types de sens pratique habitent les agents qui évoluent au sein des lieux où se déroulent les procès ? Que signifie aujourd'hui d'être jugé, en tant que corps pris dans la machinerie judiciaire ? Quels effets de pouvoir et de domination exerce le système pénal ? Telles sont les questions posées dans le dernier ouvrage de Geoffroy de Lagasnerie. Combinant des approches philosophiques et sociologiques, l'auteur interroge les fondements et les modes de fonctionnement de ce qu'il nomme « L'État pénal ».

Le point de départ vise à questionner ontologiquement le procès, en ne le considérant ni comme un « théâtre », ni comme une « cérémonie rituelle » où l'État manifesterait son pouvoir. Les audiences sont restituées comme des « moments routiniers, plats et sans relief » (p. 48), où tout se déroule de manière linéaire et procédurale. Toutefois, c'est en leur sein, nous dit l'auteur que l'on voit de ma-

nière crue la façon dont s'exerce la violence de l'État et ses modes de subjectivation : « La violence du système pénal ne réside pas seulement en effet dans le fait que tout acte juridique, toute décision, a des conséquences concrètes dans la chair et dans la vie des individus. Elle s'enracine aussi dans le fait qu'un procès doit être compris comme un moment de dépossession extrême. Ce dont nous ne percevons pas spontanément la violence, c'est cette situation qui veut que lors d'un procès, les individus (pas seulement les accusés, sur lesquels je me concentre ici, mais aussi les victimes, les témoins, les jurés) se trouvent à chaque instant placés à la disposition de l'État » (p. 57-58). Les agents – et non pas les « acteurs » – d'un procès ne s'appartiennent plus. Ils sont dans des situations qui les dépassent et en proie à un système qui a capacité de coercition sur leurs actes. Tout en précisant que son propos n'est ni anti-étatiste, ni pour l'abolition des tribunaux, l'enjeu est de poser des « questionnements radicaux » au système pénal et d'en rendre visible la dimension répressive.

Les individus sur lesquels s'abat la machinerie judiciaire des tribunaux pénaux sont presque exclusivement des hommes, issus des classes dominées ou vivants dans des situations de précarité et de relégation. C'est cette détermination à être confronté au système judiciaire, effectivement bien éloignée des conceptions de John Rawls à propos d'une justice comme « équité » ou de la dimension délibérative des démocraties chère à Habermas, qu'interroge Lagasnerie. Les passages où l'on examine la vie de l'accusé, passée au crible du discours psychanalytique des experts, illustrent la nature des violences symboliques imposées par les procédures « légalisationnelles » du procès. Aux antipodes de la compréhension sociologique, rattachant les attitudes à des prédispositions, des socialisations, des styles de vie et des environnements susceptibles de les expliquer (sans forcément les justifier ou les excuser), ces discours du champ juridique évoquent la responsabilité individuelle dont chaque membre de la société est censé être doté. Les apories de ces manières de voir sont mises en avant avec l'exemple de ce sans-abri d'origine polonaise jugé pour avoir tué l'un de ses compagnons de misère sans que le tribunal ne tienne compte ni du mode de vie des personnes sans domicile fixe, ni de leur rapport spécifique à l'alcool ou à la violence. Le système pénal n'interroge guère sociologiquement la nature de ces vies précaires. Elle désociologise et dépolitise les individus pour en faire des corps sur lesquels s'abat le pouvoir souverain dont parle Giorgio Agamben.

Le système pénal construit des coupables à partir de sa manière de se représenter le monde et de le représenter aux autres sphères, notamment médiatiques ou universitaires : « La fonction implicite du procès est de légitimer la logique de la sanction pénale et d'aiguiser les pulsions répressives » (p. 225). Les tribunaux produisent des discours – au sens foucauldien du terme – que le livre de Lagasnerie a le mérite de considérer en tant que tels, mettant en lumière les liens entre l'État pénal et l'État néolibéral. Pour lui, il s'agit de penser un système non répressif de jugement, de poser les axes de la « réhabilitation », de « l'assistance », voire de « l'excuse » (quand cela reste possible), de déconstruire les ingérences de l'État prétendant que l'accusé a offensé la « société » ou la « nation » tout entière et pas uniquement la victime. La conclusion de l'ouvrage, sorte de pied de nez adressé au formalisme d'un monde académique qui l'a pris bien souvent au pied de la lettre, est un beau plaidoyer en faveur des façons immanentes de faire de la recherche. Rompant avec les modes de fonctionnement normatifs et protocolaires du champ universitaire, que l'on a tendance à reproduire mécaniquement plus qu'à interroger intellectuellement, Geoffroy de Lagasnerie avance des réflexions stimulantes pour développer la place d'une « pensée critique » au sein de nos sociétés contemporaines.

Jean Zaganiaris, CRESC/EGE Rabat

Michel Perraudau, *Éloge des libertaires, les 100 mots du libertarisme*, éditions Autrement, 2016, 448 p.

On peut le déplorer, mais l'étroitesse d'esprit, par quelques côtés, sévit chez les anarchistes comme dans toutes les idéologies. Sans doute est-ce pour se dégager de ce travers que Michel Perraudau a écrit *l'Éloge des libertaires*. Ainsi tente-t-il de prendre du recul avec nos idées et s'efforce-t-il de fureter dans le passé et aussi en d'autres pays pour s'aérer un peu ; pour ce faire, il a été dénicher un mot clé négligé par l'histoire et surtout par l'usage. Il s'agit de « libertarisme » (ou de « libertarianisme », comme d'autres disent).

Son livre, bonne ouverture aux idées libertaires, fera quand même grimacer certains à cause du ton péremptoire de quelques expressions ; il n'en reste pas moins que voilà une excellente « machine à poser des questions ». C'est une géographie plutôt qu'une histoire de l'anarchisme où l'auteur a été puiser le terme de « libertarisme » que l'usage avait abandonné dans la première moitié du XIX^e siècle ; et ce pour le mettre en concurrence avec « anarchisme ». Est-ce pour se démarquer du mouvement libertaire francophone qui n'a pas son agrément ? Ou parce qu'il ne se retrouve pas dans cet ensemble qui va de Ravachol à Voltairine de Cleyre, d'Alexandre Berkman à Clara Wichmann ? Ou parce que le mot « anarchiste » est trop marqué par la violence ?

Car on note à plusieurs reprises son opposition à la violence anarchiste :

« L'activisme anarchiste suicida l'idée libertaire en réduisant son efficacité à l'explosion des marmites à renversement et à la révolvérisation de ses ennemis. » (p. 17.)

« Imagine-t-on le libertarisme adhérer au schéma de révolution violente, alors qu'a été administrée la preuve par quatre - 1789, 1848, 1871, 1917 - que le révolutionnisme des armes conduisait le peuple plus sûrement à sa perte qu'à son émancipation ? » (p. 18 et 19.)

Et on constatera que le mot de « non-violence » revient régulièrement dans ce texte. Pour autant, trouver de la non-violence *stricto sensu* chez Proudhon et chez quelques autres de la même époque, n'est-ce pas un peu anachronique ? Se méfier de la violence ou l'avoir en horreur ne fait de personne un partisan de la non-violence.

Cela dit, à la lecture de l'ouvrage, il ne nous est pas perceptible de différencier l'« anarchisme » du « libertarisme ». Des deux côtés, on constatera des dérives, des aberrations que chacun dénoncera suivant son point de vue et sa sensibilité. Ainsi pourra-t-on ne pas se reconnaître dans certains des protagonistes de l'histoire.

Les mots naissent, vivent, mais, comme les plantes, ne « prennent » pas à tous coups. Il en est qui vont s'épanouir et vieillir ; et les mots, comme nous, sont mortels ; par

ailleurs, avec le temps, ne nous en déplaie, on constate que leur acception évolue ; il faut savoir que, lorsqu'il est question de la vie du langage, l'usage se moque des académies et des puristes tout autant que de celles et ceux qui voudraient imposer leur préférence. Les mots sont-ils libres pour autant ?

De nos jours, les mots « libertaire » et « anarchiste » ont quasiment la même valeur. Il n'en est pas de même du mot « libertarisme » plus ou moins opposé à son quasi-frère : « anarchisme ». Est-ce la rançon du succès d'un Proudhon - critiquable comme d'aucuns - qui, en 1840, avait chargé positivement le mot « anarchie » face à un Joseph Déjacque - largement et à tort délaissé - qui, lui, en 1858, proposait le mot « libertarisme » ?

Pourquoi donc tenter de faire revivre un mot ? Pour « donner chair au libertarisme », nous dit l'auteur.

De notre côté, nous tenterons de prendre de la hauteur pour dire que nous appartenons tous à la grande famille libertaire qui comme toute famille se querelle et se heurte. Parmi les cent mots proposés par Michel Perraudeau, nombre d'entre eux se retrouveront sans peine dans les classiques de l'anarchisme ; quelques-uns comme « anarcho-capitalisme », par contre, ne franchiront pas la barre, et nous n'hésiterons pas à les ranger dans le bagage des libertariens américains.

Une autre entrée - « minarchisme », c'est-à-dire la réduction à l'extrême du rôle de l'État sans sa disparition - pourra donner matière à discussion.

Certains ne manqueront pas de classer le libertarisme dans le rayon des individualismes anarchistes (façon française), ce libertarisme que nous ne confondrons pas avec le libéralisme et encore moins avec le néolibéralisme, mais nous ne sommes pas sûr que les libertariens américains feront la différence.

Si l'individualisme anarchiste peut mettre l'accent sur « être soi-même avant d'être ensemble », nous ferons remarquer qu'on est biologiquement ensemble avant d'être soi-même et que, lorsque l'individu affleure, son fleurissement n'est nullement contradictoire à l'« être ensemble ». On critiquera donc sans peine un individualisme hypertrophié. D'ailleurs, de son côté, l'auteur met en avant l'« individuation » où l'individu « est constructeur de soi pour vivre avec l'autre », un constructeur qui doit se dégager de « l'homme [qui], par temps ordinaire, déborde d'affects rongeurs [...] : rancœur, jalousie, hypocrisie, rivalité, perfidie, vengeance, domination, détestation et haine, perversion, cruauté ordinaire, méchanceté quotidienne, cohorte de malveillances et de malfaisances. C'est l'homme ! »

La dernière partie « Alternatif actuel » fait une large part à l'actualité des actions et des manières de vivre où nous retrouvons des façons de faire qui nous sont proches.

En dernier ressort, pour tenter d'y voir plus clair dans la bataille des mots, où l'usage à la fin seul triomphe, nous reproduirons un extrait d'un poème de Nâzim Hikmet de 1948, que cite Michel Perraudeau :

« Vivre comme un arbre, seul et libre / Vivre en frères comme les arbres d'une forêt / Cette attente est la nôtre. » (Il neige dans la nuit et autres poèmes, *Anthologie*, 1999.)

André Bernard

Colette Berthès, *La Petite Fille aux ballons*, Riveneuve éditions, 2016, 284 p.

Vous connaissez ce dessin de Banksy peint sur le mur de huit mètres de haut qui tente de séparer Israël de la Palestine, ce pochoir qui représente une fillette s'envolant par-dessus le mur accrochée à des ballons ? Ce pochoir, on le retrouve sur la couverture d'un roman – mais est-ce véritablement un roman ? – de Colette Berthès qui relate la quête de Laïla, une mère palestinienne, qui cherche à comprendre pourquoi sa fille, Amal, a choisi de se faire exploser à la terrasse d'un café israélien à une heure d'affluence, explosion qui tuera des militaires en goquette.

Vous qui me lisez, une idée pareille ne vous viendrait sans doute jamais à l'esprit. Vous n'en êtes pas là, n'est-ce pas ? Même devant un présent tellement insupportable que vous avez envie d'en finir avec l'existence, vous n'iriez pas pour autant vous immoler par le feu comme le fit un jeune Tunisien nommé Mohamed Bouazizi.

Sans doute votre révolte, votre colère, prend-elle d'autres chemins. Car votre situation, personnellement, n'est pas sans issue.

Le père d'Amal, Nidal, avait été

abattu « par erreur » à un check-point, victime d'un soldat israélien qui se croyait menacé. Auparavant, Nidal avait connu la prison et, après la deuxième Intifada, il avait décidé que désormais toutes les actions qu'il mènerait contre Israël seraient non-violentes. Pour lui, cet État ne pouvait pas être détruit par les armes. Il en rêvait d'un autre, indépendant, laïque, où vivraient ensemble juifs, chrétiens et musulmans, Arabes, Russes, Éthiopiens et Druzes. Et Laïla, dans sa quête, se demandait si Amal avait voulu venger son père...

Bravement, fièrement, Laïla attendra donc les repréailles, la venue des soldats israéliens qui, comme ils en ont l'habitude après une opération kamikaze, raseront la maison de la « terroriste ». Ce qui sera fait. Puis, pour chercher à comprendre, elle tentera de retrouver le chemin suivi par sa fille...

Cette quête va l'amener à rencontrer celles et ceux que sa fille Amal a fréquentés pendant quelques semaines avant de mourir ; et cette quête, fil conducteur, va nous faire pénétrer, au quotidien, à l'intérieur de la société palestinienne, une société tout à la fois au fait de la technologie la plus moderne et cependant rétrograde, sinon traditionaliste, dans ses mœurs ; mais, en arrière-plan, se lira la vie politique et sociale du pays, enchevêtrée et étouffante.

L'auteure nous rend bien cette vie courante palestinienne dans son intimité et sa quotidienneté ; sans doute a-t-elle dû côtoyer de très près les gens qu'elle dépeint pour avoir

trouvé un ton si juste. On y parle beaucoup des nourritures si particulières à ce pays, du café amer ou du thé trop sucré et des vêtements de fête, mais aussi des organisations politiques diverses. Surtout, est décrite la situation de profonde injustice que subissent les Palestiniens abandonnés par les principaux États du monde alors que les Israéliens sont largement – et essentiellement – soutenus par les États-Unis d’Amérique et par notre propre pays, la France, qui n’est pas en reste, elle qui criminalise le boycott contre Israël.

On appréciera cette plongée dans la Palestine auprès des gens du peuple, gens modestes avec leur perception simple du monde qui les entoure et qui n’ont que « la patience des pierres » face à un État pourvu de tanks, d’avions et de beaucoup d’argent.

Tout à la fin, comme dans un polar, on aura en quelque sorte la solution de l’énigme que la jeune femme a écrite sur un morceau de papier, un petit poème enfoui dans ses vêtements abandonnés, que sa mère lira avec douleur et qu’elle déchirera, jugeant qu’il n’était ni utile ni décent que tout un chacun sache les raisons profondes du martyr de sa fille.

André Bernard

***Refuser de parvenir, Idées et pratiques,*
Recueil coordonné par le CIRA de Lausanne, éditions CIRA et Nada.**

Ce recueil, riche de sa diversité, est le fruit d’un travail collectif du CIRA qui a initié une série de débats consacrés à cette notion, aussi bien à sa pratique qu’à la pensée qui la sous-tend, sans faire l’impasse sur les contradictions et les difficultés qui l’accompagnent.

C’est une expression que l’on doit d’abord à Albert Thierry (1881-1915). Issu d’un milieu très modeste, fils d’un maçon, il réussit de brillantes études qui lui permettraient de prendre rang parmi les élites de la nation. Mais c’est justement ce qu’il refuse et sa carrière d’enseignant est consacrée à ceux qui, issus de la même classe sociale que lui, sont destinés à être de dociles exécutants de l’ordre injuste en place.

Il fut le promoteur d’une pédagogie d’action directe, très liée au syndicalisme révolutionnaire et que détaille Grégory Chambat dans l’article qu’il lui consacre. Mais ce refus de parvenir est aussi la revendication, non seulement des anarcho-syndicalistes, mais aussi de tous les penseurs anarchistes, à commencer par Élisée Reclus qui, lui, rompt avec sa classe sociale d’origine, et dont sont citées de fortes paroles à ce sujet :

« Si vous voulez réussir dans le monde, ne soyez pas anarchiste. Obéissez gentiment, vous arriverez peut-être à commander un jour. [...] Mais si vous tenez, avant tout à savoir la vérité et à régler votre vie d’après elle, pensez pour vous-

même [...] et vous aurez la joie parfaite de connaître des égaux et des amis. »

Ceux qui ont eu le « privilège » d'être issus d'une classe aisée ou moyenne et de pouvoir étudier science ou philosophie, sont-ils de ce fait même, « condamnés » à réussir ? Jean-Christophe Angault, revenant sur la pensée de Bakounine, montre bien que, selon celui-ci, la science n'a pas à occuper une place privilégiée ; elle se situe sur le même plan ou peut-être même en arrière de l'expérience de chacun et en particulier des travailleurs, mais aussi des déclassés que sont aussi bien les « intellectuels » qui en refusent le statut privilégié, que les sous-prolétaires. L'appartenance d'origine n'est pas forcément l'élément déterminant à une prise de conscience révolutionnaire.

Il subsiste cependant parmi beaucoup de travailleurs une méfiance instinctive et peut-être justifiée envers les « intellectuels », ce que révèlent les entretiens réalisés par Claire Auzias auprès d'anarchistes lyonnais de jadis. Mais, à l'inverse, certains travailleurs, occupant une place de « leaders », en viennent à être acceptés dans les rangs de ceux qui ont « réussi ». Des exemples tirés de l'histoire du syndicalisme suisse le montrent bien. Et on peut aussi penser à la situation actuelle du syndicalisme, lorsqu'il s'affirme comme partenaire privilégié du pouvoir.

Qu'en est-il aujourd'hui de l'université, censée donner à tous la possibilité de « parvenir » ? Anne Steiner démonte l'évolution qui a conduit les universités « postsoixante-huitardes »

à celles d'aujourd'hui : ouvertes à tous et à toutes, pourvu qu'ils soient « méritants », susceptibles donc de rejoindre le rang des « élites » qui pourront dominer ceux qui ne seront pas parvenus à ce rang enviable.

De la même manière, des groupes féministes, en sont venus à sélectionner les « vraies » ou « bonnes » féministes, ce contre quoi s'insurgent Les Pires.

Des contemporains tentent aussi de « vivre autrement », selon d'autres valeurs, au sein de collectifs de métiers ; leur but n'est pas de réussir, mais de vivre plutôt en harmonie avec d'autres : architectes, photographes, graphistes, musiciens etc., qui refusent souvent de signer de leur nom, puisque ce qu'ils réalisent est l'œuvre de discussions collectives et de l'amitié qui unit les membres. Se pose cependant la question de la pérennité du groupe.

Une dernière partie, particulièrement passionnante et passionnée est constituée de textes d'origine suédoise sous le titre *Le poing dans la poche*. Les auteurs, d'origine prolétarienne, dénoncent le sentiment de trahison et le malaise qu'ils peuvent éprouver à la fréquentation de leurs nouveaux amis gauchistes ou alternatifs. Et souvent, ils demeurent « le pauvre petit gamin de banlieue qui a été adopté par pitié ». Les vrais bourgeois, au moins, ne cachent pas leur jeu, ils ne mentent pas.

« Pour la classe moyenne, voyager dans la classe ouvrière, c'est une forme de tourisme comme une autre. Quelque chose qui enrichit l'expérience. Quelque chose dont on peut

revenir. Pour les ouvrier.e.s, il n'y pas de retour possible après une ascension sociale. Ils/elles quittent leur milieu social, perdent leurs amies et amis, parfois leur famille. »

Un fossé infranchissable, en tout cas une frontière difficile à franchir... Je pense à cette rencontre de Nuit debout organisée sur la place d'un quartier populaire. Tout autour, des groupes de jeunes ou moins jeunes discutent ou écoutent de la musique. Personne n'est allé les trouver pour leur proposer de participer. Des jeunes gens au langage châtié discutent, entre eux, de leurs projets. Deux mondes s'ignorent...

Parvenir ; la question est de savoir où, ou bien quoi... Dagerman, d'origine familiale plus que modeste, en exprime bien la vanité. Écrivain talentueux et « reconnu », il ne s'en satisfait pas. La seule source de bonheur qu'il peut éprouver, de manière fugace, se trouve dans la rencontre avec les autres humains. Une vie humaine n'est pas une performance, mais quelque chose qui grandit et cherche à atteindre la perfection. Et ce qui est parfait n'accomplit pas de performance (in, *Notre besoin de consolation est impossible à rassasier*).

Peut-être la « consolation » qu'il recherche, comme nous tous, consiste-t-elle à aimer le plus largement et le plus intensément possible... Afin de pouvoir, comme il l'écrit aussi, « redevenir la joie et l'ami de ses semblables »

Alain Thévenet

Nicolas Debon, *L'Essai*, Dargaud, 2015, 85 p.

Le 2 mars dernier, le CIRA de Marseille a eu la bonne idée d'inviter, pour sa causerie mensuelle, Nicolas Debon et Céline Beaudet, le premier dessinateur et auteur de *L'Essai*, la seconde écrivaine, auteure du livre *Les milieux libres : vivre en anarchiste à la Belle Époque en France*, paru en 2006 aux éditions Libertaires.

Nicolas Debon n'est pas anarchiste, ce n'est pas un compagnon... mais la fascination que l'expérience communautaire d'Aiglemont dans les Ardennes, de 1903 à 1909, a exercée sur lui a été telle qu'il en est issue une bande dessinée particulièrement intéressante et bien construite à partir d'une sérieuse recherche documentaire.

C'est en surfant sur internet que l'histoire de cette communauté lui est apparue, aiguisant visiblement son appétit pour « ces hommes modernes qui ont tenté de construire, à l'écart de la civilisation et avec des moyens rudimentaires, un nouveau modèle de société ».

Après des BD aussi diverses que *Le Tour des géants* (consacré au Tour de France de juillet 1910) et *L'invention du vide* (les débuts de l'alpinisme à la fin du XIX^e siècle), Nicolas Debon s'est attaqué à *L'Essai*, lequel s'inspire d'un fait réel : la création, en 1903, d'une colonie libertaire dans les Ardennes par l'anarchiste Jean-Charles Fortuné Henry – dont le frère cadet n'était autre qu'Émile Henry, auteur de l'attentat du Café Terminus à Paris en février 1894 qui lui valut à 21 ans

d'être guillotiné – et ses compagnons.

Le 14 juin 1903, Fortuné débarque du train avec sa valise, quelques outils et son chien, à Aiglemont où dans la proche forêt des Ardennes il a acheté, sous le nom d'un ami, un terrain qui deviendra après bien des efforts, des difficultés et des déchirures (car il n'en manqua pas dans les milieux individualistes) une expérience de référence dans les « milieux libres » où l'on tentait de vivre l'anarchie au temps présent.

Bernard Hennequin

Marianne Debouzy, *La désobéissance civile aux États-Unis et en France 1970-2014*, Presse Universitaire de Rennes, 2016, 202 p.

Partant du constat que la désobéissance civile est une forme d'action politique plus habituelle aux USA qu'elle ne l'était jusqu'à récemment en France, M. Debouzy¹ esquisse une comparaison entre le sens et les formes de cette action des deux côtés de l'Atlantique. Son projet trouve son origine dans le constat que cette forme d'action, développée ici surtout dans l'après 1968², va se multiplier à partir des années 1990. Elle cherche donc à voir si les raisons de ce phénomène sont à trouver dans un rapprochement du fonctionnement des deux sociétés, françaises et américaines (pourtant bien différentes dans leur rapport au politique, on va le voir), ou dans les mutations néo-libérales qui ont affecté la place et

le rôle de l'État ces dernières années, et ont donc modifié les « répertoires » de l'action politique.

La désobéissance civile aux États-Unis en effet s'inscrit dans le contexte particulier de leur histoire politique, où domine une conception libérale du gouvernement minimum, l'importance de la notion de consentement des gouvernés, un pluralisme juridique (lié au Fédéralisme), bref un rapport Individu/État où la part de la conscience individuelle joue un grand rôle et peut légitimer un refus d'obéissance ; il est acceptable que le citoyen cesse d'être consentant ; la désobéissance civile fait l'objet d'une reconnaissance juridique aux États-Unis. En France, l'histoire a légué un tout autre rapport entre l'individu et l'État, où celui-ci a formaté la société, construit la citoyenneté républicaine, et est le premier producteur du Droit ; d'où l'émergence d'une culture d'opposition politique en lutte frontale contre l'État, plus que dans le « dissent ».

À travers l'étude de nombreux mouvements, contre l'armée (manifestations contre l'École des Américains³, luttes du Larzac), contre les politiques d'immigration (cinéastes contre les lois Debré de 1997, occupation de l'église Saint Bernard à Paris, mouvement Sanctuary d'aide et de solidarité avec les réfugiés du Salvador et du Guatemala), instituteurs-désobéisseurs contre les Réformes de l'Éducation nationale (années 2007), mouvement anti avortement des deux côtés, et plus récemment Occupy Wall Street ou lutte des zadistes

contre l'aéroport de N.-D.-des-Landes, etc., M. Debouzy montre comment cette forme d'action s'est acclimatée en France, sans être un calque de ce qui se pratique aux USA.

Les années 1970 ont été une période d'éclosion des « nouveaux mouvements sociaux » et des formes d'action d'une grande diversité ont surgi ; puis les années 1980 avec la présence de la gauche au pouvoir ont, comme on sait, quelque peu anesthésié les luttes politiques, dans un contexte où la notion de droits de l'homme et l'humanitaire commencent à empiéter sur la part plus classiquement dévolue au politique et aux luttes sociales. À partir des années 1995, on a vu se multiplier les mouvements se présentant comme de la désobéissance civile, par exemple le mouvement des cinéastes contre les lois J-L Debré de 1997 concernant les étrangers⁴; ou encore le mouvement des instituteurs « désobéisseurs » dans les années 2000, RESF ensuite, etc. Du reste, depuis les années 1990, l'ouvrage de Henry David Thoreau, traduit en français par : *De la désobéissance civile*, a fait l'objet de sept rééditions.

Dans cette période, il s'est développé en France un débat autour du terme « désobéissance civile », qui est tout à fait révélateur des différences entre France et États-Unis, concernant la notion de politique. Dans ces actes de désobéissance, il s'agit au départ d'initiatives individuelles fondées sur la priorité d'une conception du bien, du juste ou d'un choix de conscience sur une loi ou une décision gouvernementale ; ces actions

sont mises en oeuvre par des acteurs souvent inhabituels, émergeant dans le champ politique, et qui se transforment en mouvement collectif, public. Mais si aux États-Unis, il est d'une certaine façon légitime d'exprimer son désaccord car la décision de majorité ne possède pas de caractère sacré et le respect des minorités dissidentes est théoriquement reconnu, en France le débat sur le choix des termes « civile » ou « civique » pour désigner cette désobéissance révèle un autre rapport au politique et à l'État. Ainsi pour E. Balibar ces mouvements sont plus civiques que civils, parce qu'il s'agit moins de contester une autorité que de contrecarrer quelque chose qui n'est pas conforme à l'idée que l'on se fait de la citoyenneté⁵; c'est la part politique de l'individu qui est mobilisée, et pas seulement la conscience individuelle. À l'inverse, Jean Marie Muller⁶ privilégie le terme « civile » car selon lui, la civilité serait à la base de la citoyenneté, et lui donnerait son sens ; de plus le terme civil conserve mieux l'aspect « non-violent » de ces mouvements. Pour lui, le désobéisseur resterait solidaire de sa communauté politique, serait un « dissident » et non un « délinquant ». Cet argumentaire, on le voit vite, à notre avis, à dépolitiser ces mouvements, à éliminer l'aspect conflictuel, et à en gommer la charge subversive. Cette polémique a ressurgi avec José Bové et la lutte des faucheurs volontaires contre les OGM. Pour lui, la désobéissance est civique⁷, car même s'il s'agit d'un refus de la conscience, si ces actes sont non-violents en ce qu'il respecte les

personnes, ce sont des mouvements politiques et collectifs.

Ces questions sont à prendre au sérieux car elles touchent aujourd'hui à la compréhension de « ce qui est politique », et au sens des refus d'obéir aux lois, et des formes qu'ils empruntent.

Sur la question de la violence, la tradition américaine est, globalement, du côté de la non-violence en raison de la tradition : Quaker, objection de conscience, etc. ; mais aujourd'hui aussi, D. Graeber légitime la non-violence du mouvement Occupy, car elle permet selon lui de mieux révéler la violence étatique. En France, les actes de désobéissance s'inscrivent dans des traditions de lutte dont la violence n'est pas absente, et les mouvements anti-nucléaires sont divisés sur cette question par exemple. Mais aux États-Unis, les mouvements anti-avortement ont été d'une extrême violence, meurtrière parfois, en raison de l'aspect fondamentaliste religieux qui les animait. Une certaine ambiguïté règne donc sur cet aspect.

Mais l'accent est surtout mis dans ce livre sur ce que cette désobéissance civile révèle des fonctionnements spécifiques des deux sociétés et du changement intervenu surtout en France dans le rôle de l'État. La tradition américaine reste celle d'une tolérance vis-à-vis de la dissidence et permet donc une reconnaissance juridique de la désobéissance, à l'opposé de la France. Ici, les mouvements de désobéissance des vingt dernières années témoignent souvent d'un refus de ce que devient l'État sous le néolibéralisme. Quand les instituteurs re-

fusent d'appliquer les réformes, c'est pour une part contre une conception managériale de l'éducation qu'ils s'engagent, parce que l'État ne remplit plus ses obligations traditionnelles, en devenant État minimal, comptable ; de même les fonctionnaires de l'ANPE ou les psychiatres⁸ qui refusent d'appliquer des mesures gouvernementales s'opposent à la disparition de l'État Providence et à une conception uniquement sécuritaire et répressive de ses fonctions.

Ces mouvements de désobéissance s'inscrivent aussi dans une réinvention des façons de faire de la politique, fondée sur la participation, le refus de la délégation, l'autonomie. M. Debouzy met ainsi en lumière le « plaisir de désobéir », le côté jubilatoire de ces « perturbations sociales créatrices », de ces réappropriations citoyennes, et elle souligne la coloration politique de ces expériences de vie « autrement », les luttes contre l'aéroport de N.-D.-des-Landes par exemple. Ces mouvements excèdent toujours leur objet direct : c'est la société de consommation qui est remise en cause, les choix de développement économique, le creusement des inégalités qui en sont l'enjeu. Vivre autrement est aussi une façon clé de faire de la politique aujourd'hui.

La conclusion se veut optimiste : la désobéissance civile a de beaux jours devant elle, car c'est le désir de reprise en main de son destin politique collectif qui se manifeste là. Bref, l'utopie n'est pas morte.

Monique Rouillé-Boirea

172 • LES LIVRES, LES REVUES, ETC.

1 Debouzy est historienne des États-Unis, spécialiste du mouvement ouvrier. Elle a publié notamment : *Le Capitalisme « sauvagement » aux États-Unis, 1860-1900*, Le Seuil, 1972, *Le Monde du Travail aux États-Unis : Les Temps difficiles, 1980-2005*, L'Harmattan, 2009.

2. C'est ce qui explique la date à partir de laquelle elle démarre son étude ; les mouvements de désobéissance civile ont été, comme l'on sait, très importants aux USA dans les années 1960, avec le mouvement pour les droits civiques des noirs américains, mais les études les concernant sont nombreuses ; et ici, à la même période, les mouvements contre la guerre d'Algérie ont pris différentes formes, désobéissance civile, insoumission, désertion, aide aux réseaux FLN. Trois camarades de *Refractions* ont été à l'époque « réfractaires » à la guerre d'Algérie. Cet épisode est relaté dans le livre de Erica Fraters, *Réfractaires à la guerre d'Algérie*, éditions Syllepse, 2015.

3. Cet épisode, peu connu en France, est tout à fait intéressant. En 1946 le gouvernement américain installe au Panama un centre de formation d'officiers de pays d'Amérique centrale et du sud, qui ont pour tâche de réprimer les révoltes susceptibles de déstabiliser les gouvernements soutenus par les États-Unis. Il les forme aux techniques de la contre-insurrection. Dans les années 1960, le général Aussaresses a été invité à y enseigner. Au début des années 1980 l'école est transférée sur la base militaire de Fort Benning dans l'État de Géorgie. Dans les années 1990 des manifestations, veilles, grèves de la faim, sont organisées autour de ce centre par Roy Bourgeois pour informer l'opinion publique et obliger l'armée américaine à fermer cette école.

4. Le 12 février 1997, soixante-six cinéastes ont publié dans *Libération* un manifeste où ils signifiaient leur intention de désobéir à un projet de loi stipulant que toute personne hébergeant un étranger devait le signaler à la mairie de son lieu d'habitation.

5. E. Balibar, article du *Monde* du 19 février 1997.

6. J.-M. Muller, *Dictionnaire de la non-violence*, Les éditions du Relié, 2005.

7. José Bové, Gilles Luneau, *Pour la désobéissance civile*, La Découverte, 2004.

8. Roland Gori, Barbara Cassin, Christian Laval, *L'Appel des Appels*, éditions Mille et une nuits, 2009.

Ruth Kinna, *Kropotkin. Reviewing the Classical Anarchist Tradition*. Edinburgh University Press, 2015. 266 p.

Comme le savent les ethnologues, il faut prendre racine dans une peuplade avant de la comprendre vraiment. C'est le cas de Ruth Kinna. Enseignante à l'Université de Loughborough en Angleterre, elle se cultive depuis longtemps avec les penseurs de l'anarchisme passé, présent et futur. Elle vit aussi avec leurs biographes, leurs historiens et leurs commentateurs. Familière de tous ces mondes, elle se permet d'offrir ici une étude compréhensive sur une double constellation d'intellectuels : les auteurs d'ouvrages sur Pierre Kropotkine, un des fondateurs du mouvement anarchiste dans les années 1870, et ceux, souvent les mêmes, qui le situent avec quelques autres penseurs dans le cercle dit des « classiques de l'anarchisme. »

On a une très faible idée, en France, du rayonnement de ce personnage en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Il a suscité dans le mouvement à Londres, New York et jusqu'en Chine des attitudes déférentes chez les uns, hostiles chez d'autres. Ses positions ont inspiré des interprétations très diverses. Il est tantôt perçu comme un disciple de Bakounine et tantôt comme lui étant radicalement opposé ; les uns révèrent un savant, les autres critiquent un scientifique, certains militants et chercheurs approuvent et d'autres rejettent ses positions sur la lutte des classes. Enfin, certains des courants



contemporains l'écartent comme étant « dépassé ».

Au sujet de ces derniers, il faut savoir que, depuis quelques décennies, et avec tout de même plus d'un siècle de retard, une minorité parfois prestigieuse de chercheurs et universitaires anglophones s'intéresse, malgré l'indifférence générale de la profession, à l'histoire et aux idées du mouvement anarchiste. Ainsi dans des laboratoires de l'historiographie se pratiquent des dissections et des résurrections de l'ex-prince Kropotkine. Au fil des articles et des livres qui se succèdent, les auteurs cherchent à définir les grandes lignes de ces paysages fugaces, ces horizons insaisissables de ce qu'on dénomme la mouvance anarchiste. Or, comme le remarque Ruth Kinna, Kropotkine y occupe une place majeure et il est considéré comme un « classique ».

L'ouvrage ne prétend pas le donner comme maître à penser mais à montrer la richesse de ses idées. La première partie retrace l'histoire des jugements portés par les militants et les chercheurs sur cette personnalité ; la seconde examine ses sources et ses liens avec son pays natal, la Russie des tsars mais aussi celle des nihilistes ; la troisième, enfin, aborde sa vie après 1880, lorsqu'il construit progressivement une vision d'ensemble de l'anarchisme.

L'ouvrage cite le point de vue d'un certain nombre de militants et discute de manière approfondie, comme d'ailleurs il le mérite, le commentaire bien mûri de l'un des compagnons de Kropotkine, l'Italien Errico Malatesta. Pour l'époque plus

récente, plusieurs pages de cette première partie décrivent les images collectives qui se sont formées. Dans les années 1960, un anarchisme qu'on a décrit comme « nouveau » adopte Kropotkine comme père des hippies. Plus tard, dans les milieux intellectuels, se sont créés de nouveaux termes au cours d'un débat lancé par les « post-anarchistes » : notre personnage a été remis en question en tant que « essentialiste » et prophète d'une finalité heureuse de l'histoire, ce qui à notre époque dominée par des idées apocalyptiques est fort mal venu.

Kinna passe généreusement en revue trois branches de la recherche : l'histoire des idées, la sociologie historique et la théorie politique. Elle juge que la première de ces disciplines a sélectionné certains pionniers, les a élevés au rang de figures majeures et a fixé ainsi « un canon anarchiste », c'est-à-dire une interprétation particulière du monde et des pratiques sociales spécifiques aux individus et aux collectivités anarchistes. La sociologie historique, quant à elle, a surtout comparé les mouvements d'Europe et d'Amérique du nord pour distinguer diverses « écoles » anarchisantes. Enfin, les théoriciens politiques se sont centrés sur la construction d'une théorie anarchiste et surtout sur ses idées constitutives, notamment l'autorité, la liberté et le pouvoir.

C'est à partir d'une réflexion sur Kropotkine que l'ouvrage va commenter cette pluie d'interprétations. La seconde partie rappelle d'abord ses

rapports avec sa Russie natale : la formation de ses idées au sein du Cercle Tchaikowsky, l'inspiration du courant nihiliste qui lui sert dans sa critique de l'individualisme de Nietzsche et son regard sur le tsarisme. Kropotkine juge que la Russie est influencée par l'Europe et que le monde repose sur l'ordre totalement instable des États. Ses positions sur la Commune de Paris, sur l'émancipation des femmes et son ralliement à la cause des Alliés lorsqu'éclate la première guerre mondiale sont aussi clairement expliqués.

La troisième partie de l'ouvrage traite de la grande période des écrits proprement anarchistes de Kropotkine, après les années 1880. Elle revient sur des critiques essentielles : ses travaux sur l'entraide ont été entrepris au cours de ses recherches scientifiques en Sibérie, bien avant qu'il ne rejoigne le mouvement ; ils n'ont donc pas été entrepris pour justifier ses idées politiques ; puis, dans sa collaboration avec Élisée Reclus, il a établi le lien entre ses études biologiques et les positions anarchistes et il a combattu contre le « darwinisme social ». Ruth Kinna aborde aussi les autres critiques : notamment celles de la lutte des classes, des rapports entre les moyens et les fins, et ses positions au sujet de la guerre de 1914-1918. Si, malgré des nuances, on ne peut nier un optimisme sous-jacent à une lecture téléologique de l'histoire du monde, il ne cherche pas, lui, à convertir les personnes, mais à créer les conditions d'une société anarchiste.

Par ailleurs, la nouvelle critique exprime aussi des choix doctrinaux : on veut dédouaner le mouvement de l'accusation de terrorisme, de son lien à la lutte des classes. On va même jusqu'à reconsidérer son rejet de l'État : n'est-il pas lié à une philosophie des droits ? Et l'on juge que l'argumentation qui fonde ce rejet est trop rudimentaire pour distinguer l'anarchisme du libertarisme.

Ce livre, à demi-mots, remet en cause l'invention d'un « anarchisme classique ». Le mouvement naissant des années 1870, loin d'être moncentré, monocultural et pour tout dire monomaniacal, rassemble un très large éventail de courants et d'idées. Kropotkine, par exemple, n'y voit pas une invention récente : remontant à l'antiquité, il présente le philosophe stoïcien Zénon de Crète comme un philosophe anarchiste. En 1894, il décrit l'anarchisme comme étant tout à la fois un mode d'action, une utopie, une théorie sociale, une manière de réfléchir sur le monde, une pensée critique et une manière de comprendre la nature dans sa totalité. Défenseur des libertés individuelles mais aussi d'une économie communiste, il n'en considère pas moins Benjamin R. Tucker comme un camarade : or celui-ci propage sans complexe aux États-Unis un individualisme libertaire sans concessions. L'article que Kropotkine écrit en 1910 sur l'anarchisme, pour la 11^e édition de l'*Encyclopedia Britannica*, lui consacre plusieurs lignes. Il rejette aussi l'idée d'une société anarchiste immuable et figée. Le corps social, façonné par une infinité de

groupes librement fédérés, devra réajuster sans cesse ses équilibres à travers la multitude des forces et des influences : il ne sera plus paralysé par quelque force bénéficiant d'une protection particulière d'un État, puisque cette institution sera abolie.

Pierre Kropotkine n'est pas seul à penser ainsi. Ruth Kinna mentionne le méticuleux observateur de cette ouverture d'esprit, l'historien Max Nettlau, contemporain de Kropotkine et de Tucker. Signalant le débat des anarchistes allemands au sujet de l'éthique, cet historien introduit des figures aussi diverses que Max Stirner, Nietzsche, Tolstoï et Ibsen. La floraison effervescente des points de vue anarchistes singuliers de cette histoire ne doit pas se faner dans une définition ou plutôt un texte fixant les règles et la discipline, un prétendu « canon anarchiste. »

Le mouvement historique apparaît donc comme composite, hétéroclite. Il n'inclut pas seulement des militants, mais aussi des penseurs sans affiliation à quelque organisation au service d'une cause. Et même si on lui ajoute des précurseurs, il est clair que, tandis que les auteurs construisent leur personnage conceptuel – pour reprendre une expression inventée par Deleuze – chaque militant choisit ouvertement ses propres figures exemplaires. Autrement dit, dans une perspective proudhonnienne, la société anarchiste, loin d'être pétrifiée par quelque carcan institutionnel ou par quelque orthodoxie, sera inévitablement complexe et variable : un système social n'est qu'une résultante.

Comme tout bon livre, celui-ci ouvre des perspectives. Si l'étude des approches anarchistes de la géographie sont actuellement en plein essor, les remarques critiques de Kinna sur les opinions ethnologiques de Kropotkine doivent inviter à faire l'inventaire des études entreprises par les anthropologues et les archéologues sur les sociétés sans État. Faut-il aussi rappeler que les travaux en économie manquent cruellement d'un ouvrage qui en ferait le bilan avec le même sérieux et la même lisibilité que le présent livre ? Et l'on peut espérer que cette piste sera poursuivie au sujet des études parues dans les diverses langues qui, comme l'esperanto, se sont intéressées aux idées inattendues, percutantes et multiples qui sont produites par les tourbillons anarchistes de l'histoire.

Ronald Creagh

